

Les groupes d'aide alimentaire pour les personnes défavorisées : lieux de sociabilité ou de gestion de la pauvreté?

Jennifer Beeman, Jean Panet-Raymond, Sonia Racine, Johanne Rheault and Joël Rouffignat

Number 29, 1997

La pauvreté en mutation

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1002675ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1002675ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie - Université du Québec à Montréal

ISSN

0831-1048 (print)

1923-5771 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Beeman, J., Panet-Raymond, J., Racine, S., Rheault, J. & Rouffignat, J. (1997). Les groupes d'aide alimentaire pour les personnes défavorisées : lieux de sociabilité ou de gestion de la pauvreté? *Cahiers de recherche sociologique*, (29), 43-58. <https://doi.org/10.7202/1002675ar>

Article abstract

Following the request to the Fédération des Moissons, the team of interns created a project aimed at supporting the action of groups working in the area of food aid and concerned with introducing alternative food aid practices. The team also closely observed what it termed "microsolidarity experiences." It was noted that certain community food aid groups constituted sites where the underprivileged could find a kind of social network, take part in various activities, and obtain or exchange basic services. However, these groups remain marginal among the hundreds of groups offering food aid in Quebec. This article provides an account of the thinking of the Fédération des Moissons, the context of food aid in Quebec, and the experiences of groups that have adopted alternative practices which are at the same time microsolidarity experiences. This profile of the situation leads us to wonder whether these groups constitute a social movement.

Les groupes d'aide alimentaire pour les personnes défavorisées: lieux de sociabilité ou de gestion de la pauvreté?

Jennifer BEEMAN
Jean PANET-RAYMOND
Sonia RACINE
Johanne RHEAULT
Joël ROUFFIGNAT

À la demande de la Fédération des Moissons du Québec, notre équipe a entrepris un projet qui vise à aider des groupes actifs dans le domaine de l'aide alimentaire et soucieux d'instaurer des pratiques alternatives dans le domaine du dépannage alimentaire. Par le biais de la production d'un cahier de fiches et de séances de formation, nous avons observé de près ce que nous avons nommé des «expériences de microsolidarité». Certains groupes communautaires d'aide alimentaire mettent à la disposition des personnes dans le besoin des lieux où elles peuvent trouver un certain réseau social, s'engager dans diverses activités et trouver ou échanger des services de base. Pourtant, ces groupes demeurent marginaux parmi les centaines de groupes qui offrent de l'aide alimentaire au Québec. Dans cet article, nous rendons compte du questionnement de la Fédération des Moissons et du contexte de l'aide alimentaire au Québec. Nous brossons un portrait de la population avec qui ces groupes travaillent et décrivons les expériences des groupes qui ont implanté des pratiques alternatives, qui sont aussi des expériences de microsolidarité.

La demande de la Fédération des Moissons et les objectifs du projet

En 1994, la Fédération des Moissons, le regroupement des sept banques alimentaires régionales au Québec, a constaté la croissance fulgurante tant de l'offre que de la demande d'aide alimentaire depuis la mise sur pied de la première banque alimentaire au Québec (Moisson Montréal en 1984). En 1997, on compte 12 banques alimentaires au

Québec et une proportion grandissante de la population a recours à des services d'aide alimentaire pour une durée de plus en plus longue. On note parallèlement une augmentation du nombre d'organismes qui demandent l'accréditation d'une Moisson et d'autres qui sont mis sur pied en dehors du réseau des Moissons¹. Actuellement, les 12 Moissons desservent plus de 900 organismes au Québec. La région de Montréal compte, à elle seule, au-delà de 500 organismes d'aide alimentaire, allant des comptoirs alimentaires de la Saint-Vincent-de-Paul aux restaurants populaires comme le Chic Resto-Pop et le Resto-Plateau Mont-Royal².

La Fédération des Moissons a donc invité des intervenants et des universitaires à réfléchir sur l'aide alimentaire et ses conséquences pour ceux qui y ont recours, pour les organismes qui fournissent cette aide, pour les gouvernements et pour la population en général, ainsi que sur le rôle social que doivent jouer les banques alimentaires elles-mêmes.

Notre projet est né de cette réflexion et avait un but très concret: mettre au point des outils pour soutenir des groupes faisant du dépannage alimentaire qui songent à offrir des activités ou des services susceptibles de donner plus de pouvoir aux usagers (*empowerment*). Avant de décrire les activités du projet, il importe de préciser ce que nous entendons par *empowerment* dans le cadre de ce projet. Le soutien aux groupes s'articule autour de deux objectifs: d'abord, que les groupes permettent aux usagers d'acquérir plus de pouvoir, ensuite, que les groupes eux-mêmes acquièrent plus de pouvoir par le biais de la formation et de la concertation pour infléchir les politiques visant les personnes défavorisées. Nous distinguons donc entre l'*empowerment* individuel et l'*empowerment* communautaire, en nous inspirant des travaux de Ninacs³.

¹ Fédération des Moissons du Québec, *Rapport sur le développement d'un partenariat au plan provincial sur la problématique concernant le dépannage alimentaire*, Québec, 1994. Moisson Montréal dessert à peu près 200 organismes, dont un tiers sont des centres d'hébergement et un autre tiers des centres de jour. Certains de ces groupes font du dépannage auprès de leurs membres ou des résidants des quartiers où ils sont établis, tandis que d'autres récupèrent la nourriture de Moisson Montréal (comme pour les autres Moissons d'ailleurs), laquelle sert à boucler leur budget de nourriture (*La faim en chiffres*, 1995, étude réalisée par Ghislaine Papineau-Couture pour Moisson Montréal, 1995).

² Table de concertation sur la faim du Montréal métropolitain, *Répertoire des organismes d'aide alimentaire du Montréal métropolitain*, Montréal, 1993.

³ W. Ninacs, *Le service social et la pauvreté: de la redistribution des ressources à leur contrôle*, Québec, Laboratoire de recherche, École de service social, Université Laval, 1996.

L'*empowerment* individuel est un processus qui peut aider les personnes ayant recours au dépannage alimentaire à atténuer l'impression de stigmatisation et les sentiments de honte, d'humiliation et de culpabilité qui accompagnent ce recours. C'est un processus qui favorise l'appropriation et l'exercice du pouvoir. On peut relever quatre dimensions de l'*empowerment* individuel. La première est la participation, que les groupes favorisent en aménageant des espaces et des lieux pour que les personnes puissent prendre part à des activités diverses. La deuxième dimension est la compétence technique que les personnes acquièrent grâce aux activités. La troisième est l'estime de soi, qui s'accroît à travers l'autoreconnaissance de la légitimité de son identité et de ses capacités et à travers la reconnaissance et la valorisation par le groupe (fête, témoignage, certificat). La quatrième dimension est la conscience critique résultant de la dynamique entre la réflexion et l'action (ce que Freire nomme la praxis).

Quant à l'*empowerment* communautaire, il s'agit d'un processus collectif qui vise la participation de tous les membres d'une communauté à la vie de cette communauté, l'expression de points de vue divergents, l'acquisition d'un sentiment d'appartenance à la communauté et l'action relativement aux grands problèmes sociaux. Ces objectifs s'apparentent à ceux de notre projet, en ce qui concerne tant les individus que les groupes. Il faut dire que de nombreux groupes offrant de l'aide alimentaire sont aussi isolés et démunis que bien des individus pour ce qui est de la participation à la vie de la communauté. La concertation devient un objectif essentiel de la participation communautaire. L'*empowerment* communautaire est donc un processus collectif qui s'articule à plusieurs éléments: la mise en place de mécanismes démocratiques de prise de décision qui assurent la pleine participation, le maillage des ressources du milieu, le renforcement du sentiment d'appartenance à la communauté, une orientation de l'action fondée sur la coopération, la volonté d'intervenir en matière de problèmes sociaux et d'appuyer le développement sur les forces du milieu.

Notre étude

Nous avons sélectionné 10 organismes (sept dans la région de Montréal et trois dans la région de Québec) parmi les groupes accrédités de Moisson Montréal et de Moisson Québec ainsi que parmi les groupes participant à la Table de concertation sur la faim du Montréal métropolitain. Nous avons par la suite procédé à une étude de cas de chaque organisme par une analyse de contenu de documents, l'observation participante et des entrevues avec des informateurs-clés, lesquelles ont été suivies d'une entrevue avec les responsables, ce qui

nous a permis de confronter notre compréhension du groupe avec la leur. Nous avons ainsi construit un cahier de fiches où sont décrits la mise sur pied des organismes, leur philosophie, les pratiques alternatives qu'ils mettent de l'avant, ainsi que les débats qui les traversent, leurs problèmes et questionnements⁴.

Cela fait, nous avons conçu des séances de formation destinées aux groupes intéressés par la démarche de transformation. Ces groupes sont membres des regroupements et tables de concertation sur la pauvreté et la faim dans l'ensemble du Québec. Ont ainsi participé aux séances de formation des intervenants actifs dans le milieu communautaire et dans le réseau des services de santé et des services sociaux (surtout des CLSC), des bénévoles et des prestataires de services d'aide alimentaire, ainsi que des usagers.

Un portrait du domaine de l'aide alimentaire au Québec

À partir des études de cas que nous avons réalisées, des séances de formation que nous avons animées auprès de divers groupes et de notre propre implication comme membres de la Table de concertation sur la faim du Montréal métropolitain et de la Table d'interaction sur la faim de Québec, nous sommes en mesure d'esquisser un portrait du domaine de l'aide alimentaire. Précisons d'entrée de jeu que ce champ se révèle assez peu structuré et peu connu et qu'il évolue en marge du mouvement communautaire.

Depuis une quinzaine d'années, on assiste à la multiplication des comptoirs alimentaires. L'idée de mettre sur pied un comptoir alimentaire est souvent le premier réflexe des gens qui veulent aider les personnes dans le besoin. Le partage de nourriture correspond à un geste de commensalité inhérent à toute forme de société. Il est à la base de nombreux échanges et liens sociaux⁵. Dans un contexte où de plus en plus de personnes se trouvent exclues de la production et de la consommation, il n'est pas surprenant que le premier élan d'entraide ait pris cette forme. Par ailleurs, le type d'aide alimentaire le plus répandu,

⁴ J. Beeman, J. Panet-Raymond et J. Rouffignat, *Du dépannage alimentaire au développement communautaire: des pratiques alternatives*, Montréal, École de service social, Université de Montréal, 1997.

⁵ J. Goody, *Cuisines, cuisine et classes*, Paris, Centre de création industrielle, Centre Georges-Pompidou, coll. «Alors», 1984, p. 336.

soit la distribution de sacs de nourriture, est aussi le plus facile à organiser. Près des deux tiers de toute l'aide alimentaire est de ce type⁶.

La grande majorité des groupes œuvrant dans ce domaine n'ont pas été formés à la suite d'une analyse politique, contrairement à un groupe de défense de droits sociaux, par exemple; ils correspondent plutôt à une volonté d'offrir une aide concrète à court terme. En effet, il faut reconnaître une influence certaine de la perspective caritative dans ce domaine qui n'est pas sans effet sur la façon de concevoir l'aide alimentaire et la place qu'on donne aux membres des groupes. Au départ, l'aide alimentaire relève de l'initiative de groupes religieux (la Saint-Vincent-de-Paul et l'Armée du salut, par exemple) et d'Églises de toutes dénominations.

De plus, ces groupes sont mis sur pied en marge des débats publics. En général, seules les personnes qui travaillent dans le milieu ou qui font appel à de tels services connaissent l'existence d'un système d'aide alimentaire. En l'absence d'une critique claire et cohérente que formuleront les Moissons, ce système représente par sa seule existence une critique des politiques économiques et sociales qui n'assurent même pas que les personnes les plus vulnérables mangent à leur faim. Les programmes de sécurité sociale ne répondent plus aux besoins minimaux des personnes au moment même où l'économie engendre de plus en plus de pauvreté et de précarité. La charité privée est donc appelée à pallier les limites de l'État. Pourtant, par leur simple présence, les banques alimentaires contribuent à une certaine privatisation de la gestion de la pauvreté. Cela se fait avec la complicité des médias de masse qui donnent de plus en plus de visibilité à la pauvreté, mais sous les seuls aspects de la pitié et de l'émotion, ce qui favorise le succès des campagnes publiques de sollicitation. Les Moissons remplissent donc une fonction palliative par rapport au filet de sécurité sociale, qui est de plus en plus troué. Autrement dit, elles contribuent, sans nécessairement le vouloir, à occulter le rôle et la responsabilité de l'État⁷.

C'est dans ce contexte que certains acteurs à l'intérieur des Moissons ont souvent répété qu'en dépit de leur fonction de récupération et de redistribution des surplus de l'industrie agroalimentaire les Moissons devraient disparaître, car il n'est pas souhaitable qu'elles remplacent l'État dans son rôle de redistribution. Or, loin de disparaître,

⁶ J. Rouffignat, S. Racine et E. Côté, *Appauvrissement, aide alimentaire et organismes communautaires: de la compréhension à l'action*, rapport de recherche, Table d'interaction sur la faim de Québec, février 1996, p. 157.

⁷ G. Riches, *Food Banks and the Welfare Crisis*, Ottawa, Conseil canadien de développement social, 1986.

les Moissons ont tendance à prendre de l'expansion et à s'institutionnaliser.

Le défi des Moissons est donc de définir une démarche plus large et critique d'éducation de la population sur le phénomène de la pauvreté, tout en concevant des stratégies alternatives de dépannage fondées non sur la charité mais sur la solidarité. Les Moissons doivent aussi encourager la critique des limites des politiques de sécurité du revenu et obliger les gouvernements à prendre leurs responsabilités envers l'ensemble des citoyens et des citoyennes.

Les rapports entre les organismes d'aide alimentaire et les personnes aidées

Souvent, des personnes œuvrant dans le domaine de l'aide alimentaire se demandent si une telle intervention n'entraîne pas une dépendance chez les usagers lorsqu'il ne s'agit plus d'un dépannage d'urgence, mais plutôt d'une pratique régulière pour pallier le manque de revenu. On sait qu'une forte majorité, plus de 88 %, des usagers des services de dépannage vivent dans la grande pauvreté (revenu inférieur de 50 % au seuil de faible revenu tel que le définit Statistique Canada) ou dans la marginalité (revenu compris entre 50 % et 75 % du seuil de faible revenu) et qu'à peu près 75 % des usagers sont bénéficiaires de l'aide sociale⁸. De plus, les demandes pour l'aide alimentaire augmentent sans cesse, et les intervenants et bénévoles font face à des situations qui s'alourdissent et pour lesquelles ils ne sont pas préparés.

Cela dit, et pour en revenir à la question de la «dépendance» des usagers à l'endroit du dépannage, il faut voir qu'elle est souvent le résultat même des mesures bureaucratiques de contrôles tatillons, appliquées tant par des agents de la sécurité du revenu et d'autres services publics que par des intervenants et bénévoles des organismes de dépannage. On désapproprie les personnes de leur autonomie et on s'étonne ensuite de leur dépendance: c'est le phénomène de la *self-fulfilling prophecy* («prophétie qui déclenche le processus»):

This self-fulfilling prophecy increasingly undermines the whole notion of social rights to adequate benefits and full participation in society. [...] The consumer of this type of voluntary service inevitably loses citizenship⁹.

⁸ J. Rouffignat, S. Racine et E. Côté, ouvr. cité, p. 33 et 94.

⁹ G. Riches, ouvr. cité, p. 150.

Les groupes expriment beaucoup d'insatisfaction à l'endroit du dépannage alimentaire. En effet, il s'agit uniquement d'une mesure d'urgence pour suppléer au manque de nourriture de personnes défavorisées. Ce dépannage ne résout pas d'autres problèmes que vivent les usagers, comme la rupture avec la plupart de leurs réseaux sociaux, une faible estime de soi, les sentiments de honte, d'inutilité et d'impuissance. De plus, il entraîne des effets pervers tels le commérage entre les usagers ou les bénévoles, le sentiment d'humiliation, la culpabilisation. Des intervenants ont constaté que certains usagers adoptent une attitude de droit acquis face au dépannage et qu'ils ne voient pas l'intérêt de participer à des activités susceptibles de favoriser leur propre prise en charge. Bref, il semble que le dépannage alimentaire ne contribue pas à la prise en charge et que même il aboutisse à un affaiblissement de cette capacité. Le défi des groupes est donc de favoriser une réappropriation de la citoyenneté et de faire en sorte que les clients deviennent des citoyens à part entière.

Nous avons signalé plus haut la montée de la demande de dépannage alimentaire, qui va de pair avec l'augmentation du nombre de personnes dans le besoin. Cette situation suscite l'inquiétude chez bien des intervenants et des bénévoles conscients du manque de ressources et qui, surtout, se sentent impuissants à répondre adéquatement aux multiples besoins des personnes aidées. Or, si celles-ci doivent revenir fréquemment au service de dépannage qui ne favorise pas la prise en charge, comment peut-on leur redonner le pouvoir d'agir?

Les besoins complexes et multiples des usagers des services d'aide alimentaire, ou le «jeu de Charlotte»

Pour les séances de formation que nous avons animées auprès des groupes, nous nous sommes inspirés d'un exercice utilisé dans les séances de formation sur la conscientisation du Collectif québécois de conscientisation, «Le portrait de Charlotte¹⁰». Dans cet exercice, les groupes participants doivent brosser le portrait de la personne dans le besoin, vérifier s'ils connaissent cette personne et se donner une vision globale de la réalité de celle-ci. Que pense-t-elle de sa situation? Quels sentiments l'animent quotidiennement? Quelles sont ses conditions de vie et de travail? Quelles sont ses actions devant sa situation? Que veut-elle pour elle et sa famille? Que cherche-t-elle en venant recueillir un panier de nourriture? Des denrées? De l'écoute? Un lieu de rencontre ou des ressources sociales?

¹⁰ G. Ampleman et autres, *Pratiques de conscientisation*, Montréal, Nouvelle Optique, 1983.

Les résultats du «jeu de Charlotte»

Après une dizaine de séances de formation, quatre constats principaux se dégagent. D'abord, tous les organismes reconnaissent en «Charlotte» la personne qui vient chercher des ressources par le biais de leurs services et activités, quelle que soit leur mission (dépannage alimentaire ou vestimentaire, défense des droits, suivi psychosocial, etc.). Il s'agit d'un pas important dans la prise de conscience des multiples besoins de cette dernière. Le manque de nourriture n'est qu'une des conséquences du problème de la pauvreté.

Le deuxième constat découle directement du premier: le dépannage alimentaire répond très mal à l'ensemble des besoins énumérés, d'où la frustration de certains des intervenants et bénévoles. Ce qu'il faut en retenir, ce sont les limites d'une intervention qui n'agit que sur les conséquences d'un problème (la faim) et qui oublie, dans l'urgence d'une action au quotidien, la nécessité de définir des stratégies permettant de s'attaquer aux causes de ce problème.

Notre troisième constat est relié au précédent. Les groupes prennent conscience qu'ils ont, malgré leurs différences (origine, mode de fonctionnement, services offerts) et leurs divergences (conflits relatifs aux territoires, aux valeurs, aux objectifs, etc.), un rôle important à jouer dans une perspective globale d'intervention. Le besoin de se concerter autour d'un objectif commun, à savoir aider Charlotte à changer une situation dans laquelle elle a peu de pouvoir, revêt dès lors une grande importance. On doit donc dépasser les limites sectorielles (la faim) et planifier une intervention à caractère intersectoriel. C'est ici d'ailleurs tout le défi de la concertation. Les groupes doivent élargir leur collaboration avec d'autres groupes d'aide alimentaire et avec des groupes travaillant sur d'autres fronts, tels la sécurité du revenu, le logement, la famille, la formation, etc.

Finalement, si «Charlotte» ne devient pas le point de convergence de l'intervention des organismes et si ces derniers ne règlent pas leurs divergences, la concertation risque d'échouer.

L'exercice permet donc de mettre en évidence la diversité, la complexité et l'interrelation des besoins de «Charlotte». On ne peut continuellement étiqueter «Charlotte» selon qu'elle a un problème de logement, de vêtement, de ressource alimentaire, etc. Elle est une personne à part entière. Ce qu'elle pense influe sur ce qu'elle ressent, tout comme ses conditions de vie influent sur les moyens d'action qu'elle privilégiera face à telle ou telle situation. Selon le jour, la semaine ou l'événement heureux ou malheureux que «Charlotte» aura vécu avant de se présenter pour demander de l'aide, son portrait

changera quelque peu. Ne pas prendre en considération cette complexité des contextes et des besoins, c'est oublier l'être humain et la dimension dynamique de son expérience et de ses rapports avec son milieu qui se trouvent au premier plan de toutes les «Charlotte».

Les séances de formation visant à permettre un temps de réflexion critique sur les pratiques actuelles des organismes, il est vite devenu évident que le dépannage alimentaire est incapable de répondre à la multitude des besoins exprimés. Il y a d'autres façons d'intervenir, d'autres moyens d'engager «Charlotte» dans le processus de transformation des pratiques, d'autres voies d'action à explorer... La réflexion critique jette une nouvelle lumière sur la question et les solutions prennent forme petit à petit, dans le jeu d'une certaine complicité entre les groupes née de la concertation et de la volonté d'agir collectivement ou autrement.

Des pratiques alternatives qui répondent à la situation complexe de «Charlotte»

Lorsque nous parlons de pratiques alternatives dans le domaine du dépannage alimentaire, nous faisons référence aux groupes qui ont conçu des initiatives qui placent les personnes au centre des activités. L'accent est mis moins sur les besoins ou les services que sur les individus qui sont considérés comme des acteurs vivant des situations complexes. En somme, il y a passage de la condition de client, consommateur, usager, à celle de sujet, acteur, participant, citoyen.

Les groupes que nous avons étudiés peuvent être rangés dans trois catégories très larges: les dîners communautaires, les groupes d'achat et épiceries communautaires, et les groupes d'entraide comprenant un volet d'aide alimentaire. Malgré les différences apparentes d'orientation, d'ampleur ou de fonctionnement, tous les groupes constituent des lieux où les participants peuvent expérimenter une identité collective, un élément essentiel des mouvements sociaux contemporains. Ils ont défini une forme de «culture d'accueil» en vertu de laquelle une grande attention est accordée à toutes les personnes qui viennent chercher de l'aide. Par exemple, la culture d'accueil est l'ingrédient principal du comptoir Agoshin (*agoshin* est un mot huron qui signifie «partage»). Selon la coordonnatrice de l'organisme, il est important que les usagers sachent «que le comptoir leur appartient et qu'il sera à leur image».

Une façon originale mise de l'avant par le comptoir pour favoriser ce sentiment d'appartenance est de demander à chaque nouvelle personne qui s'y présente deux qualités et deux talents qu'elle croit

posséder. Ensuite, ensemble, on regarde de quelle façon ceux-ci peuvent contribuer au bon fonctionnement du comptoir Agoshin. Cette attention toute simple est à la fois une grande marque de reconnaissance de l'expérience et de la dignité de chacun et un témoignage de respect. Cette attitude encourage et stimule le «faire ensemble» au lieu du «faire pour», car elle rend conscient du fait que toute personne a le potentiel pour faire sa part dans l'organisme¹¹.

La bouffée d'oxygène que chaque personne apporte par le biais de son expérience montre la grande ouverture du comptoir Agoshin et permet une autocritique et une amélioration continues du service, éléments qui assurent une dynamique solide à l'organisme. Il en découle aussi une expérience enrichissante pour ceux qui y sont engagés. Tabler sur les qualités personnelles plutôt que d'insister sur les lacunes constitue un pas important vers une démarche qui préconise le passage de la condition de client à la condition de citoyen.

En général, nul n'est obligé de contribuer financièrement ou par son bénévolat au groupe. On crée un climat qui permet aux personnes de faire leur place tranquillement et de trouver une forme de participation à la mesure de leurs capacités, de leurs objectifs et de leurs intérêts. L'organisme met en place des conditions d'ouverture qui favorisent l'investissement personnel dans les activités et dans les structures de fonctionnement (comité de travail, conseil d'administration, comité des usagers ou participants, etc.).

Le Grenier constitue un autre exemple de lieu de microsolidarité. Il s'agit d'un comptoir alimentaire qui se veut en quelque sorte une épicerie communautaire où les personnes à faible revenu peuvent venir s'approvisionner à petit prix. L'organisme offre également des cuisines collectives, ainsi que des repas communautaires deux fois par semaine. Bien que la formule de l'épicerie ne soit pas une formule de participation pour les utilisateurs, le Grenier cherche par tous les moyens à faire naître et s'étendre au sein de son organisation la coopération et l'entraide: les microsolidarités s'y développent dans l'informel. Au Grenier, la participation n'est pas obligatoire, mais l'ambiance chaleureuse et respectueuse des besoins et des désirs de chacun fait en sorte que les usagers cherchent à s'y engager bénévolement dans la mesure de leurs capacités, désireux de faire leur part et de vivre des moments précieux d'échange et de convivialité. L'organisme fonctionne tellement bien que, jusqu'à présent, il y a toujours plus de volontaires que les besoins n'en requièrent.

¹¹ Table d'interaction sur la faim de Québec, *L'aide alimentaire: l'utilisateur au cœur de l'action*, Québec, Actes du colloque du 3 octobre 1996, p. 12.

Les microsolidarités ne peuvent se développer que si des conditions minimales d'échange sont créées. Le Grenier ainsi que le comptoir Agoshin ne sont que deux des organismes qui, en plus d'offrir de l'aide alimentaire, cherchent à briser l'isolement des personnes et aménagent de nouvelles aires d'expérimentation concrète de la solidarité.

Des pratiques alternatives d'aide alimentaire à un mouvement social?

Le terme «mouvement social» n'est pas adéquat pour décrire un réseau aussi flou et hétérogène que celui de l'aide alimentaire. Mais, comme Melucci le décrit:

*Contemporary social movements, more than others in the past, have shifted towards a non-political terrain: the need for self-realization in everyday life. In this respect social movements have a conflictual and antagonistic, but not a political, orientation because they challenge the logic of complex systems on cultural grounds*¹².

La tâche que se donnent les groupes travaillant dans ce domaine consiste à faire obstacle à l'idéologie de la dévalorisation et de la culpabilisation des personnes exclues du marché de travail. Ces groupes donnent la possibilité aux participants d'expérimenter la prise de parole dans les discussions, le travail en équipes, l'organisation des activités, l'établissement des priorités du groupe et la prise de décision¹³.

Le degré de participation à des activités du groupe et l'investissement personnel des participants varient énormément selon les groupes. Dans un organisme d'achat, il faut que les membres participent activement, au risque de voir le groupe disparaître. Par contre, à un café pour jeunes rattaché à un organisme offrant des dîners communautaires, si un jeune commence à participer de façon régulière, pour éventuellement collaborer à l'organisation de quelques activités et peut-être progressivement travailler avec un intervenant pour établir un plan de retour aux études ou s'inscrire à un programme de formation, le groupe considère qu'il a fait un progrès énorme. La vision du travail à

¹² A. Melucci, *Nomads of the Present: Social Movements and Individual Needs in Contemporary Society*, Philadelphie, Temple University Press, 1989, p. 23.

¹³ W. Ninacs, ouvr. cité. Ninacs décrit bien le processus graduel allant de la simple présence des gens à des activités, suivie de leur participation plus active, la prise de parole devant le groupe, pour aboutir à la participation à l'établissement des priorités, à la prise de décision. Il faut souligner qu'il s'agit d'un processus très long et lent pour lequel il n'y a pas de raccourci.

accomplir et les ambitions que les groupes entretiennent par rapport aux participants sont très relatives.

Dans ce sens, le travail de ces groupes est *pre-political* pour reprendre le terme de Melucci. Ils créent des espaces de rassemblement, de discussion et de participation à la vie sociale et démocratique de la société pour les personnes qui se retrouvent parmi les plus marginalisées.

Des expériences de microsolidarité

C'est tout ce cadre qui nous amène à parler d'expériences de microsolidarité. Nous évoquons ainsi la création de liens très élémentaires de sociabilité entre les participants qui évoluent au sein de ces groupes et qui n'ont pas de réseaux sociaux ou qui ont dû couper leurs liens avec ceux-ci en raison de leur nouvelle condition de «pauvres¹⁴». Les membres d'une cuisine collective qui font des échanges de gardiennage et des échanges de vêtements, les jeunes très marginalisés membres d'un café-rencontre qui organisent des ateliers de peinture, les membres d'un groupe pour personnes ex-psychiatisées qui mettent sur pied un service de repas pour les autres membres du groupe, toutes ces expériences se construisent loin des grands débats sur les compressions budgétaires à l'aide sociale et loin des manifestations. Elles ne sont pas liées aux mouvements de défense des droits des personnes assistées sociales.

Une recherche récente sur le phénomène des cuisines collectives a analysé la signification de ces expériences de microsolidarité en examinant notamment les motivations des participants. L'étude a relevé trois principales dimensions: économique, par l'épargne sur les coûts des repas; relationnel, par le plaisir, les échanges et la sortie de l'isolement; symbolique et identitaire, par la découverte de l'estime de soi, la dignité recouvrée, le sentiment d'appartenance, la valorisation et la reconnaissance des compétences¹⁵. La cuisine collective devient un lieu de production hors du salariat, mais qui contribue à l'intégration sociale.

¹⁴ A. Fortin, «Nouveaux réseaux: les espaces de sociabilité», *Revue internationale d'action communautaire*, vol. 29, no 69, 1993, p. 131-140; A. Fortin, «Notes sur la dynamique communautaire», *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 7, no 1, 1994, p. 25-31.

¹⁵ N. Goudreault, *Pauvreté et autonomie sociale: les cuisines collectives comme stratégie de solidarité*, rapport de stage, Montréal, École de service social, Université de Montréal, 1997, p. 90.

Les cuisines collectives, comme la plupart des autres activités d'aide alimentaire qui dépassent le dépannage, demeurent essentiellement sur le terrain de la sociabilité et ne se situent pas dans le sillage du mouvement communautaire. Ce dernier, malgré sa diversité (on peut parler de *mouvements*), intègre une historicité, une identité et une opposition aux valeurs dominantes, politiques et économiques. Les organismes d'aide alimentaire restent un peu en marge de ce mouvement, et les préoccupations liées à la faim et à l'aide alimentaire ne sont pas portées par le mouvement communautaire, malgré les efforts de quelques tables de concertation. Les organismes communautaires considèrent toujours la faim comme un épiphénomène de la pauvreté.

Les limites des pratiques alternatives, ou vers une économie de la pauvreté?

La grande question qui nous habite dans ce projet est celle de savoir si toutes ces expériences ne sont pas simplement des moyens pour apprendre aux personnes démunies et marginalisées à mieux gérer leur pauvreté, sans pour autant changer leur situation économique.

Melucci répondrait sans doute que la question illustre encore une fois une vision réductrice des mouvements sociaux selon laquelle ceux-ci sont évalués sous l'angle de leur influence politique et de leurs effets visibles¹⁶. De fait, les groupes d'aide alimentaire correspondent à la phase de latence décrite par Melucci, constituant un réseau immergé dans la vie quotidienne. «*These networks, écrit-il, are laboratories in which other views of reality are created. They emerge only on specific grounds to confront a public authority on a given issue*¹⁷.»

Mais comment comprendre un mouvement qui semble ne jamais émerger de sa phase latente pour affronter les autorités publiques relativement aux enjeux qui les touchent directement et profondément? Notre projet sur les pratiques alternatives de dépannage alimentaire soulève plusieurs questions quant à leur capacité à se constituer en mouvement social. Actuellement, au Québec, ce sont le mouvement des femmes et les groupes de défense des droits sociaux qui mènent la lutte contre la pauvreté. Cela nous ramène à l'importance d'une vision globale d'intervention où il faut non seulement se pencher sur les conséquences, mais aussi, parallèlement, trouver collectivement une

¹⁶ A. Melucci, «The new social movements revisited: Reflections on a sociological misunderstanding», dans L. Maheu (dir.), *Social Movements and Social Classes*, Londres, Sage, 1995.

¹⁷ *Ibid.*, p. 114.

façon de remédier aux causes du problème. Les groupes d'aide alimentaire semblent jouer un rôle très marginal ou sont carrément absents des actions qui se font dans ce domaine. Suffit-il de créer des lieux de sociabilité et de microsolidarité pour des personnes écartées du pouvoir politique et économique, mais sans remettre en question l'ordre social tel qu'il est organisé?

Ces groupes jouent un rôle essentiel dans la reconstitution de liens sociaux avec les personnes les plus marginalisées de notre société. Mais à travers leurs services et activités, il faut dire qu'ils jouent aussi un rôle de gestion de la pauvreté en ce sens qu'ils aident les personnes à mieux vivre leur situation de pauvreté sans pour autant travailler à la changer¹⁸. Les groupes d'aide alimentaire sont appuyés dans leur travail par un grand système de récupération et de redistribution de nourriture que représentent les Moissons. Le défi des Moissons demeure de travailler à leur transformation pour qu'ils ne deviennent pas des entreprises de gestion de la pauvreté. Sur le plan interne, les organismes d'aide alimentaire doivent concevoir des pratiques permettant aux personnes qu'ils disent vouloir aider de reconquérir des espaces et des lieux de pouvoir. Sur le plan externe, ils doivent joindre les groupes les plus engagés sur la place publique afin de poser les vraies questions sur le processus d'appauvrissement d'une partie sans cesse croissante de la société, même au risque de perdre en route des partenaires. Demeure donc la question des ponts entre ces expériences de microsolidarité et l'exercice d'une citoyenneté pleine et entière.

Jennifer BEEMAN, agente de recherche

Université de Montréal

Jean PANET-RAYMOND, directeur, École de service social,

Université de Montréal

Sonia RACINE, organisatrice communautaire

et professionnelle de recherche

Johanne RHEAULT, organisatrice communautaire

et étudiante de maîtrise en service social

Joël ROUFFIGNAT, professeur, département de géographie,

Université Laval

Résumé

À la suite d'une demande de la Fédération des Moissons, l'équipe des signataires a mis sur pied un projet visant à soutenir l'action des groupes œuvrant dans le domaine de l'aide alimentaire et soucieux

¹⁸ D. White, «La gestion communautaire de l'exclusion», *Revue internationale d'action communautaire*, vol. 32, 1994, p. 37-51.

d'instaurer des pratiques alternatives d'aide alimentaire. Elle a pu aussi observer de près ce qu'elle a nommé des «expériences de micro-solidarité». On a alors constaté que certains groupes communautaires d'aide alimentaire constituaient des lieux où les personnes démunies pouvaient trouver un certain réseau social, prendre part à diverses activités et obtenir ou échanger des services de base. Cependant, ces groupes demeurent marginaux parmi les centaines de groupes qui offrent de l'aide alimentaire au Québec. Cet article rend compte du questionnement de la Fédération des Moissons, du contexte de l'aide alimentaire au Québec ainsi que des expériences des groupes qui ont adopté des pratiques alternatives qui sont aussi des expériences de microsolidarité. Ce profil de la situation nous amène à nous demander si ces groupes constituent un mouvement social.

Mots-clés: aide alimentaire, banques alimentaires, faim, charité, pratiques alternatives, mouvement social, groupe communautaire, microsolidarité.

Summary

Following the request to the Fédération des Moissons, the team of interns created a project aimed at supporting the action of groups working in the area of food aid and concerned with introducing alternative food aid practices. The team also closely observed what it termed "microsolidarity experiences." It was noted that certain community food aid groups constituted sites where the underprivileged could find a kind of social network, take part in various activities, and obtain or exchange basic services. However, these groups remain marginal among the hundreds of groups offering food aid in Quebec. This article provides an account of the thinking of the Fédération des Moissons, the context of food aid in Quebec, and the experiences of groups that have adopted alternative practices which are at the same time microsolidarity experiences. This profile of the situation leads us to wonder whether these groups constitute a social movement.

Key-words: food aid, food banks, hunger, charity, alternative practices, social movement, community group, microsolidarity.

Resumen

Luego de una solicitud a la Federación des Moissons, el equipo des los abajo firmantes puso en marcha un proyecto encaminado a sostener la acción de los grupos que trabajan en el ámbito de la ayuda alimentaria. Este equipo pudo al mismo tiempo observar de cerca lo

que ha dado a llamar las «experiencias de microsolidaridad». Se pudo entonces constatar que ciertos grupos comunitarios de ayuda alimentaria constituían los espacios donde las personas carenciadas puedan encontrar una red social, participar de diversas actividades y obtener o intercambiar los servicios de base. Sin embargo estos grupos permanecen en un circuito marginal entre la centena de grupos que ofrecen la ayuda alimentaria en Québec. Este artículo da cuenta del cuestionamiento de la Federation des Moissons, del contexto en el cual se realiza la ayuda alimentaria en Québec así como de las experiencias de microsolidaridad. Este perfil de la situación nos lleva a preguntarnos entonces si estos grupos constituyen un movimiento social.

Palabras claves: ayuda alimentaria, bancos alimentarios, hambre, caridad, prácticas alternativas, movimiento social, grupo comunitario, microsolidaridad.